

Principes fondateurs du « Nom du parti »

5 Introduction courte et simple :

Ce document constitue la base sur laquelle nous fondons notre parti.

Ce n'est pas le programme complet, détaillé, le « manifeste ». Celui-ci restera à écrire en développant et complétant les idées contenues dans ce document, des idées fondamentales, durables, structurelles et pas conjoncturelles :

- 10 -La critique radicale de la société actuelle, avec laquelle nous voulons rompre, le capitalisme
- L'énoncé des principes de la société que nous voulons.
- La stratégie pour y parvenir
- La carte d'identité du parti que nous fondons.

15 Préambule

Notre parti est anticapitaliste, parce que l'épanouissement de chacun et de tous ne peut passer que par une remise en cause à la racine du système économique, politique et idéologique qu'est le capitalisme. C'est pourquoi nous sommes déterminés à combattre pour sa disparition. Ce combat passe par une lutte quotidienne contre tous les traits du capitalisme s'insinuant dans nos vies : exploitation, oppression, aliénation, course au profit, marchandisation généralisée, sacrifice de vies humaines, violence, destruction de l'environnement, imposition en tous lieux (notamment par les médias et l'école) de l'idéologie dominante au service de la classe dominante.

Notre parti est un parti de classe parce que c'est le prolétariat, c'est-à-dire la classe des travailleurs salariés du capital, ouvriers ou employés, manuels ou intellectuels, non qualifiés ou qualifiés, travaillant dans les entreprises privées ou nationales, qui ne possèdent pas les moyens de production et doivent donc vendre leur force de travail pour vivre, qui peut jouer un rôle central dans le renversement du système capitaliste, entraînant derrière lui tous les opprimés : en raison de sa place dans les rapports de production, il peut, par sa lutte de classe, bloquer l'économie.

Notre parti est révolutionnaire parce que le combat anticapitaliste des exploités et des opprimés ne peut aboutir sans révolution, c'est-à-dire sans conquête du pouvoir politique. En effet, d'une part, la bourgeoisie, propriétaire des moyens de production et d'échange, a intérêt au maintien du capitalisme et, d'autre part, l'État bourgeois est l'instrument de sa domination sur l'ensemble de la société. Il ne peut donc être mis fin au capitalisme et à la domination de la bourgeoisie sans détruire l'État bourgeois, ce qui suppose une révolution.

Notre parti est communiste parce que la production ne peut être organisée rationnellement en vue de satisfaire les besoins humains que sur la base de la propriété collective des moyens de production et d'échange et de leur gestion démocratique par les travailleurs auto-organisés. Il se prononce pour l'expropriation sans indemnité ni rachat des capitalistes, la collectivisation des moyens de production et la réorganisation de la société sur cette base, bref pour le socialisme, qui ne peut être achevé qu'à l'échelle de la planète. L'État des travailleurs, instauré au lendemain de la révolution, n'est plus qu'un demi-État, car il est l'instrument du combat des exploités et des opprimés, donc de l'immense majorité, pour vaincre la résistance de la bourgeoisie et transformer les rapports de production, jusqu'au dépérissement de cet État lui-même, pour une société communiste sans classes, seule capable d'assurer l'égalité, la liberté et l'épanouissement de tous et toutes.

1/ Le capitalisme met l'humanité et la planète en danger

Le système capitaliste génère des crises successives : crise économique, financière, énergétique, alimentaire, écologique, sociale dont les conséquences sont toujours dramatiques.

La crise actuelle est l'aboutissement de la mondialisation capitaliste, une offensive des classes dominantes contre les travailleurs et les peuples pour augmenter les profits. Depuis les années 1980, elle aggrave l'exploitation, la concurrence entre les travailleurs dans le cadre d'une plus grande division internationale du travail, creuse les inégalités de toutes sortes, perpétue le pillage des peuples dans le cadre des rapports impérialistes, épuise les ressources et détruit la planète.

55 Plus de trois milliards d'habitants de la planète, soit près de la moitié de l'humanité vit avec moins d'un euro par jour. Selon le directeur de la FAO, il suffirait de 20 milliards d'euros par an pendant 15 ans pour en finir avec l'insécurité alimentaire alors que des milliers de milliards de dollars sont engloutis pour renflouer les spéculateurs.

60 La concentration de gaz à effet de serre a déjà conduit à une augmentation de température de 0,74 °C depuis 100 ans, 11 des 12 dernières années sont les plus chaudes depuis 1850, et ces tendances vont s'accroissant, au point que les prévisions s'emballent, que des points de non-retour peuvent rapidement être atteints avec des dérèglements impossibles à contrôler mais dont les conséquences, qui sont déjà là et vont aller croissant : inondations pour les uns, sécheresses pour les autres, tempêtes dévastatrices, bouleversements et disparitions d'un nombre croissant d'espèces vivante, crises agricoles. Ce sont des millions de personnes dont l'existence même est directement menacée, en premier lieu les populations les plus pauvres qui sont pourtant les moins responsables des émissions de gaz à effet de serre. Le nucléaire civil et militaire constitue une autre menace d'ampleur.

70 Ces chiffres suffisent à eux seuls à illustrer l'ampleur de la facture sociale et écologique de l'organisation capitaliste du monde. Ils suffisent aussi pour invalider le discours des partisans du système qui consiste à considérer que le progrès, par petites touches successives, génère une amélioration générale des conditions de vie et une réduction des inégalités. Au contraire, même en période de croissance, les inégalités explosent.

En France, les 10 % les plus riches possèdent 46 % de la fortune nationale alors que 7 millions de personnes vivent dans la pauvreté.

75 Les conditions de vie se dégradent, les patrons licencient à tour de bras, accroissent la concurrence entre travailleurs en vue d'obtenir les salaires les plus bas possible. La précarité explose. Les sous contrats précaires se multiplient, éparpillent les travailleurs dans de nouvelles cases sociales et éclatent le monde du travail : CDD, stagiaires, chômeurs, emplois aidés, temps partiels imposés, intérimaires, etc...

Les services publics sont démantelés. La protection sociale recule. Le droit à la retraite est remis en cause. L'environnement se dégrade au point que la catastrophe écologique menace.

80 C'est la recherche effrénée et toujours croissante de profits pour une infime minorité de la population qui est à la racine de cette crise. **Dans la société capitaliste, les moyens de production (instruments, machines, bâtiments, sol...) sont la propriété privée d'une classe peu nombreuse, la bourgeoisie (capitalistes, propriétaires fonciers). L'écrasante majorité de la population ne disposant pas de moyens de production est contrainte, pour survivre, de vendre sa force de travail aux capitalistes. L'exploitation capitaliste consiste en ce que la valeur de la force de travail (dont le salaire représente en gros l'équivalent monétaire) est inférieure à la valeur produite par le travailleur ; la différence constitue la plus-value, d'où la classe bourgeoise tire son profit. Ainsi, la logique du mode de production capitaliste consiste non pas en la satisfaction des besoins humains, mais en la recherche de profits toujours plus importants par une exploitation toujours plus monstrueuse.**

85 La banqueroute actuelle est la conséquence logique d'un système qui montre sa faillite. ~~Elle est le produit immédiat de la contradiction entre le développement sans limite du crédit, l'économie d'endettement, et le marché d'autant plus limité que les classes dominantes à la recherche de la rentabilité maximum entretiennent le chômage de masse, la précarité, bloquent les salaires...~~

90 Cette logique est celle de la lutte menée avec cynisme par la bourgeoisie de la finance, des affaires, des multinationales, des banques, les spéculateurs, leurs alliés politiques, les gouvernements, les institutions internationale à leur service (FMI, OMC, BCE, Banque Mondiale, **ONU**) autant d'adversaires qu'il faut combattre à l'échelle nationale, européenne, internationale.

95 A l'évolution du capitalisme et l'extension de la sphère marchande à l'ensemble de la planète, correspond une crise écologique sans précédent. Si des sociétés humaines ont déjà eu à faire face à des crises environnementales du fait d'une utilisation non rationnelle de leurs ressources, c'est la première fois qu'une crise prend une telle ampleur, qu'elle concerne désormais tous les habitants de la planète et qu'elle amplifie d'autant les inégalités sociales.

100 Dans le cadre de la mondialisation capitaliste, loin d'aller vers la paix on assiste aussi au surarmement, à l'exacerbation des tensions et des conflits internationaux. De l'Irak à la Géorgie en passant par l'Afghanistan, l'Afrique et la Palestine, les puissances impérialistes dont la France imposent leur domination aux peuples, le contrôle des sources d'approvisionnement, des matières premières, du pétrole... au grand bénéfice des multinationales. **La logique du profit pousse les bourgeoisies des pays développés, par l'intermédiaire de leurs États, à la conquête insatiable de nouveaux marchés, de nouvelles masses de travailleurs à exploiter. Dans le passé, cette conquête s'est traduite essentiellement par la colonisation. Aujourd'hui, elle prend la forme d'une guerre d'occupation qui se déguise en « guerre contre le terrorisme », celle du soutien à des dictateurs ou celle, « pacifique » mais non moins révoltante, d'implantation dans les pays moins développés d'entreprises où règnent des conditions de travail dignes du XIXe siècle. En général, l'impérialisme s'appuie sur des bourgeoisies locales compradore qui lui sont soumises.** Cette politique d'agression a pour effet de favoriser une montée du nationalisme, des intégrismes religieux et des logiques communautaires instrumentalisées pour diviser les peuples.

La paix est incompatible avec ce système : « *le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* » (J.

Jaurès)

15 **Notre propre impérialisme, la France, est l'un des acteurs les plus importants dans cette domination. Il participe à la guerre en Afghanistan, à l'occupation du Liban, il soutient des dictateurs en Afrique, exploite des ouvriers en Europe de l'Est, en Amérique du Sud, en Asie, etc.**

20 **C'est pourquoi le NPA fait du combat contre les guerres impérialistes une nécessité absolue. Il apporte par là même son soutien inconditionnel à la résistance anti-impérialiste des peuples opprimés et agit toujours pour la défaite de l'impérialisme. Mais il le fait en gardant toute son indépendance politique : il critique et combat la politique de la direction de ces mouvements de résistance dans toute la mesure où elle n'est pas conforme aux intérêts du prolétariat.**

25 Cette politique est celle que dictent les classes capitalistes à tous les partis et gouvernements, de gauche comme de droite, qui s'adaptent et se plient à l'économie de marché. Elle s'accompagne d'une volonté d'étouffer la démocratie. La population ne peut exercer aucun contrôle sur les politiques qui sont menées et les élus qui les mettent en œuvre. Les médias et la presse sont détenus par quelques grands groupes. **D'un point de vue plus général encore, les moyens de production étant la propriété privée des capitalistes, l'écrasante majorité de la population n'a pas son mot à dire sur ce qu'il faut produire, et comment produire, en quelle quantité, etc. Au contraire, ce sont les capitalistes qui en décident selon des critères de maximisation du profit, et non en fonction des besoins de la société.**

30 Nous utilisons et défendons les droits démocratiques pour mener le combat politique, il n'est pas possible de mettre l'État et les institutions actuelles au service d'une transformation politique et sociale. Ces organismes, rodés à la défense des intérêts de la bourgeoisie, **à l'oppression et à la violence contre ceux qui lui résistent**, doivent être **renversés détruits** pour fonder de nouvelles institutions **au service et sous le contrôle gérées directement par les travailleurs et de la population.**

35 La logique du système invalide les prétentions de le moraliser, de le réguler ou de le réformer, de l'humaniser, qu'elles soient sincères ou hypocrites. Elle contribue par la même à créer les conditions de son renversement, d'une transformation révolutionnaire de la société en démontrant quotidiennement à quel point il est vrai que le bien-être, la démocratie, la paix sont incompatibles avec la propriété privée des grands moyens de production.

40 **2/ Un autre monde est possible :**

version 1 : le socialisme

version 2 : l'écossocialisme (et déclinaison de cela le long du texte).

45 La grande majorité de la population est constituée de travailleurs, manuels ou intellectuels : celles et ceux qui n'ont que leur force de travail à mettre en œuvre, le plus souvent contre un salaire, qu'ils/elles aient un emploi ou en soient privé, qu'ils/elles soient actifs ou en retraite. L'écrasante majorité des jeunes en formation est destinée à rejoindre cette classe des travailleurs. Pour la jeunesse, les salariés et l'ensemble de la population exploitée par une petite minorité, les capitalistes, il n'y a pas d'autre solution...

50 Pour les salariés et l'ensemble de la population exploitée, il n'y a pas d'autre solution que de s'attaquer à la racine même de ce système entré en faillite. Il n'y a pas un « bon » capitalisme productif, qui s'opposerait au capitalisme financier qui l'aurait perverti. Capital industriel et capital de placement financier sont depuis très longtemps interpénétrés. La mondialisation capitaliste, **les attaques contre les acquis des travailleurs, ont** été la réponse des bourgeoisies des pays développés à la chute des taux de profit qui s'est produite lorsque le boom d'après-guerre a pris fin. **Les capitalistes ont ainsi rétabli partiellement leur taux de profit, mais cela n'a pas permis de relancer l'investissement : L'hypertrophie financière est une conséquence nécessaire de la tendance à la suraccumulation de capital depuis plus de 30 ans.**

60 Au cours des trois dernières décennies, le monde du travail a subi une diminution croissante de ses revenus au bénéfice des actionnaires (en 1982, les dividendes aux actionnaires représentaient 4,4% de la masse salariale, et 12,4% aujourd'hui.) **~~De ce fait, il est de plus en plus difficile aux capitalistes de trouver pour leurs produits des marchés solvables. Cette situation les a poussés à tourner toujours plus de capitaux vers la spéculation, ce qui a aggravé la tendance naturelle du capitalisme à la financiarisation.~~**

65 Se donner pour perspective le retour hypothétique à un capitalisme plus « humain » serait donc tout sauf réaliste. **Du point de vue du capitalisme, la politique néo-keynésienne proposée par les réformistes pour relancer la consommation, loin de résoudre la crise, ne ferait que l'aggraver, car elle tendrait à abaisser le taux de profit. La période des Trente « Glorieuses » reste dans les mémoires comme celle où les prétentions du patronat avaient été**

limitées et encadrées, mais cette situation résultait avant tout d'un rapport de forces, construit à travers de grandes luttes de classe et des révolutions. Sans compter et que pour en arriver là, il avait fallu en passer par les souffrances de la grande dépression des années 1930 et par les horreurs du fascisme et de la guerre. En particulier, un retour à la période aujourd'hui idéalisée des « Trente Glorieuses » est illusoire. D'une part, il n'est guère évident que le capitalisme de cette époque ait été « plus humain » : la prospérité dans les principaux pays impérialistes se nourrissait déjà du pillage et de la surexploitation des peuples dominés. D'autre part, il ne faut pas oublier qu'une telle période n'a été rendue possible que par deux conditions fondamentales dont on ne peut souhaiter le retour. Sur le plan économique, il n'y aurait pas eu de « Trente Glorieuses » sans la grande dépression des années 30, les horreurs du fascisme et de la guerre mondiale impérialiste avec les souffrances atroces qu'elles ont engendré pour l'immense majorité. Sur le plan politique, il n'y aurait pas eu de « Trente Glorieuses » sans la trahison de la vague révolutionnaire d'après-guerre par le stalinisme et la social-démocratie (France, Grèce, Italie, etc), vague révolutionnaire qui offrait la possibilité d'en finir avec le capitalisme et donc d'ouvrir une ère de développement et de prospérité réelle pour le plus grand nombre.

En finir avec les crises implique d'en finir avec l'exploitation, donc avec la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange et de communication, qui en constitue la base. Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises devront passer sous le contrôle **des travailleurs des salariés et de la population**, qui en assumeront la propriété et en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. Libérées de la propriété et de l'appropriation capitalistes, la production et la répartition des richesses pourront bénéficier à la société tout entière. Se nourrir, se chauffer, se loger, se soigner, s'éduquer, se cultiver, sont des besoins essentiels qui doivent être garantis pour toutes et tous.

Le socialisme **ou l'écosocialisme**, c'est le pouvoir des travailleurs dans tous les domaines et échelons de la vie politique, économique et sociale. **C'est un pouvoir reposant, de la base au sommet, à tous les niveaux, sur les structures de combat qu'ils se seront données au cours de leur mobilisation révolutionnaire (fédération des conseils). Non pas la fiction de représentation populaire que constitue le parlement, mais la démocratie directe, avec des représentants élus et révocables à tout moment par les travailleurs auto-organisés dans ces structures.** C'est la démocratie des producteurs associés décidant librement et souverainement de quoi produire, comment et à quelles fins. Une telle réorganisation de l'économie et de la société suppose un premier niveau d'émancipation du travail, indispensable afin que les collectifs de travailleurs **et de citoyens** puissent prendre réellement en charge la marche des entreprises, **transformer en profondeur la division du travail**, et gérer les affaires publiques. Une réduction massive du temps de travail, rendue possible par les progrès technologiques, auxquels s'ajouteront la suppression du chômage et la répartition entre tous du travail nécessaire, pourvoira à ce besoin.

Le socialisme n'a évidemment rien à voir avec les politiques capitalistes des formations sociales-libérales telles que, en France, le parti dit « socialiste ». De même, il s'oppose radicalement aux dictatures bureaucratiques qui, de l'ex-URSS à la Chine, en ont usurpé le nom, alors même qu'elles reproduisaient des mécanismes d'exploitation et d'oppression qu'elles prétendaient combattre. Nous voulons avancer vers l'auto-organisation et l'autogestion démocratiques de la société, et cela implique les plus larges libertés d'organisation et d'expression politiques, syndicales et associatives. **Il n'y aura aucun recul sur les libertés démocratiques, même formelles, conquises parfois sous le régime capitaliste. Le socialisme c'est au contraire le règne de la démocratie la plus réelle et la plus étendue.**

Parce qu'elle seule rendra possible des choix économiques démocratiques et rationnels, pris dans l'intérêt du plus grand nombre, la rupture avec le capitalisme est une condition nécessaire afin de stopper la crise écologique dont les effets catastrophiques commencent à se multiplier. Dans le cadre d'une nouvelle organisation de la société, dont la finalité sera l'utilité sociale et non plus le profit, les producteurs et les citoyens, autonomes et responsables, décideront de développer les activités économiques qui bénéficient à la collectivité, et écarteront celles qui mettent en danger les populations et leur environnement. Seule une société délivrée de la dictature du Capital sera en mesure de réconcilier l'Homme et la nature.

Une civilisation sans art et sans culture est une civilisation sans âme. La société émancipée du capitalisme mettra fin à la marchandisation des activités et des œuvres culturelles. Elle garantira l'accès de toutes et tous à la culture et favorisera le respect de la diversité culturelle.

Nous voulons construire un système d'organisation collective qui favorise et encourage l'épanouissement individuel de toutes les personnes, « une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous » (Manifeste communiste). Le socialisme implique ainsi la fin de toutes les oppressions, de tout racisme et de toute discrimination ; le respect des cultures, des langues, des orientations sexuelles, des opinions philosophiques, religieuses, de la laïcité des administrations et pouvoirs publics.

En particulier, il implique la fin de l'oppression spécifique des femmes, antérieure au capitalisme mais que ce dernier a intégrée et instrumentalisée à ses propres fins. Aucun être humain ne sera libre si la moitié de l'humanité reste dans une position subordonnée, victime de la division sexuée du travail, des discriminations dans l'entreprise, de la double journée

de travail dans le cadre de la vieille famille patriarcale et bourgeoise, de violences domestiques. La lutte des femmes contre leur oppression est un aspect essentiel de la lutte contre la domination capitaliste. Il n'y aura pas de socialisme sans libération complète des femmes. Réciproquement, la libération des femmes nécessite la fin de l'exploitation de classe.

230 Le socialisme est par définition internationaliste. Il implique la fin des rapports d'exploitation et de subordination que la France impérialiste, néo-coloniale maintient en Afrique et ailleurs, le développement de relations fraternelles et d'entraide avec tous les peuples. Il leur reconnaît le droit à l'autodétermination, c'est à dire le droit de chaque peuple de décider lui-même de son destin à commencer par l'outre mer français. Nous savons aussi qu'il ne pourra pas être construit en restant à l'intérieur des frontières hexagonales. Toute victoire anticapitaliste en France ou dans un pays voisin aurait immédiatement vocation à s'étendre en Europe et plus largement dans le monde.

3/ Nos vies, pas leurs profits, un parti de classe

240 Dans les luttes de classe, notre parti intervient grâce à l'auto-organisation (par les assemblées générales, les comités de grève, les collectifs, par leur coordination à tous les niveaux grâce à des délégués élus, mandatés et révocables). Il se bat contre tous ceux qui veulent disperser les luttes, les cloisonner et finalement les trahir, comme le font actuellement les principales directions syndicales. Celles-ci préfèrent en effet « négocier » avec le MEDEF et le gouvernement et craignent un mouvement qu'elles ne pourraient pas contrôler ; elles se contentent donc d'appeler à des journées d'action dispersées et sans lendemain, qui mènent les travailleurs et les jeunes dans le mur. Or seule une grève générale interprofessionnelle peut permettre aux travailleurs de gagner contre le patronat et le gouvernement à son service. C'est pourquoi, partout où ils sont présents, les militants du NPA se battent pour la grève et sa reconduction dès que les conditions en sont réunies. Ils travaillent à la convergence des luttes et à la préparation de la grève générale interprofessionnelle, par l'auto-organisation et l'interpellation des directions syndicales pour qu'elles rompent avec leur collaboration de classe et préparent une riposte d'ensemble, jusqu'à satisfaction des revendications mises en avant par les travailleurs eux-mêmes.

250 ~~Par les objectifs que nous proposons dans les luttes d'aujourd'hui nous voulons répondre aux urgences sociales, démocratiques et écologiques.~~
~~Ce n'est pas un programme minimum au rabais, mais une série d'objectifs de mobilisation, des mesures qui remettent en cause le système et préparent le socialisme que nous voulons.~~

255 ~~Ce programme remet en cause la propriété privée des moyens de production (de transport, de communication, des banques etc.), insiste sur l'appropriation sociale du produit du travail et impose le contrôle par les salariés et la population.~~

260 ~~Nous défendons un programme d'urgence qui, pour répondre aux besoins immédiats, prend sur les profits afin d'augmenter les salaires, les pensions de retraites, les minima sociaux.~~
~~Le travail n'est pas une marchandise, les salarié-e-s ne sont pas des variables d'ajustement, les licenciements doivent être interdits sous peine de réquisition des entreprises qui licencient, le salaire doit être maintenu en maladie, comme au chômage grâce à une protection sociale intégrale. Pour nous la démocratie ne s'arrête pas à la porte des entreprises, c'est aux salariés de décider de ce qui les concerne en matière de conditions et d'organisation du travail.~~
~~Le travail use et le chômage de masse ne profite qu'aux patrons : réduction et partage du temps de travail jusqu'à abolition du chômage...~~

270 Seule cette orientation de lutte de classe déterminée permettra d'imposer aux patrons et au gouvernement les revendications immédiates les plus urgentes des travailleurs, d'augmenter les salaires, les pensions de retraite et des minima sociaux, de les indexer sur le coût de la vie, de s'opposer avec efficacité aux plans de licenciements, d'empêcher les suppressions de postes dans les services publics, d'imposer de nouvelles embauches en diminuant le temps de travail, d'obtenir l'ouverture des livres de comptes capitalistes et le droit de veto des salariés sur les conditions et l'organisation du travail, de préserver et reconquérir les droits acquis (droits démocratiques, droit à la santé et à la protection sociale, droit à l'instruction et à la formation...), etc.

275 Mais, tout en luttant pied à pied pour l'ensemble de leurs revendications immédiates, les travailleurs doivent prendre conscience du fait que la satisfaction générale et durable de leurs exigences est impossible sous le capitalisme, mais oblige à combattre pour la révolution. C'est pourquoi, tout en combattant en première ligne dans toute lutte de classe, nous expliquons aux travailleurs que seul leur propre gouvernement pourra les satisfaire de façon globale et durable, en interdisant les licenciements, en mettant fin au chômage par une réduction massive du temps de travail pour tous, en expropriant les grands groupes capitalistes bancaires et industriels, en

réorganisant de fond en comble l'économie, de façon démocratiquement planifiée, en fonction des besoins, et en permettant la gestion directe de la production et de la distribution par les travailleurs.

Réciproquement, cette perspective est la meilleure motivation pour s'engager avec détermination dans le combat pour l'ensemble des revendications immédiates, pour la lutte de classe quotidienne contre le patronat et le gouvernement. Toute l'histoire du mouvement ouvrier montre que la propagande révolutionnaire la plus claire et l'intervention quotidienne dans les luttes la plus efficace se nourrissent réciproquement.

L'écologie, le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, la lutte contre toutes les formes de discrimination et d'oppression, d'exclusion des personnes handicapées ou malades, la solidarité entre les générations ne sont pas des postures de seconde importance, mais sont au cœur de notre projet.

L'urgence écologique implique de rejeter l'idée d'une expansion illimitée de la domination de l'homme sur la nature. Sur les questions climatiques, énergétiques et alimentaires, inverser la logique de destruction de la planète exige une planification démocratique. Au discours abstrait sur la « croissance nécessaire » ou « la décroissance » absolue, nous opposons une critique radicale du mode de production et de consommation, la redistribution des richesses, le développement de certains secteurs et la « décroissance » d'autres, énergétivores, inutiles, polluants et dangereux.

Par exemple, les grandes entreprises du transport, de l'eau, et de l'énergie... doivent être gérés par des services publics expropriés sans rachat ni indemnité sous contrôle des travailleurs contrôlés par les salariés, les usagers, pour satisfaire les besoins sociaux, économiser les ressources, préserver l'environnement. On voit en effet que le service public, tant qu'il reste entre les mains de l'État capitaliste, ne peut réellement être géré en vue de la satisfaction des besoins du plus grand nombre, mais tend à être géré dans l'intérêt des grands groupes capitalistes, quand bien même certains acquis importants ont pu y être inscrits par la lutte des classes.

L'agriculture n'a pas échappé aux effets dévastateurs du capitalisme en sacrifiant notamment les paysans au profit de show-business et des spéculateurs de l'agriculture. Il est urgent de redonner au territoire agricole une vocation de production de biens alimentaires de qualité, d'aménagement et d'entretien de l'espace rural de façon renouvelable et durable.

Nous luttons contre toutes les formes de sexisme, d'inégalités, de violences faites aux femmes, pour le droit des femmes à disposer de leurs corps (avortement, contraception libres et gratuits), pour une organisation de la société qui combatte l'oppression des femmes et la division traditionnelle des tâches, pour la laïcité, contre les intégrismes religieux. L'auto-organisation des femmes sera la garantie d'un socialisme débarrassé de la domination masculine.

Nous luttons sans concessions contre les oppressions, contre les discriminations et violences et oppressions vécues par les personnes lesbiennes, Gays, Bis, Trans et Intersexes (LGBTI). Ces oppressions expriment la haine des sexualités et des identités qui ne correspondent pas aux normes hétérosexuelles et de genre.

Nous défendons l'accès au savoir à la culture, à la formation, à l'éducation laïque gratuite pour tous les jeunes. Mais nous dénonçons un système scolaire inadapté qui vise à formater idéologiquement et à assurer la reproduction des classes sociales.

Nous combattons l'oppression de la jeunesse, dans le cadre de la famille, dans le monde du travail. Nous dénonçons les stigmatisations et discriminations dont sont victimes les jeunes issus des quartiers populaires et/ou enfants d'immigrés, désignés comme responsables de tous les maux. **Les jeunes comptent parmi les premières victimes du système capitaliste, dès l'école, que le système entend adapter à ses besoins économiques et idéologiques. Jeunes travailleurs, ils subissent une exploitation spécifique, des discriminations à l'embauche, au salaire et aux conditions de travail, que le système capitaliste prétend justifier en lui donnant des raisons de « nature » liées à l'âge.**

Les jeunes, travailleurs ou scolarisés, se sont aussi toujours trouvés à la pointe des révoltes et des révolutions. Les jeunes des quartiers populaires en particulier, comme l'a montré leur révolte en novembre 2005, constituent une force sociale essentielle, capable de contester le système socio-économique et les institutions de l'État. Le NPA doit les gagner à son programme révolutionnaire et faire de cet objectif l'une de ses priorités.

Se débarrasser du racisme suppose que les mobilisations et les mesures radicales contre toutes les formes de racisme, de xénophobie et des discriminations qui en découlent soient à la hauteur du poison distillé aux sein de la société : Égalité des droits entre français et immigrés, dont le droit de vote, liberté de circulation et d'installation.

L'antiracisme c'est aussi la transmission de l'histoire des peuples colonisés et de leur résistance.

Notre programme comporte aussi des exigences démocratiques radicales pour s'opposer aux institutions répressives, (police, justice...), aux politiques sécuritaires et pénitentiaires qui criminalisent la pauvreté et le mouvement social.

345 Nous voulons en finir avec les institutions antidémocratiques de la Ve République.

~~Bien évidemment, les mesures que prendrait un gouvernement portant un programme de rupture s'inscrivent dans les mobilisations pour une autre Europe, une Europe en rupture complète avec les institutions de l'Union Européenne, une Europe qui ait pour objectif de satisfaire les besoins sociaux de la population et qui ait pour ambition de changer radicalement les rapports nord/sud.~~

350 Nous nous battons pour la destruction de l'Union européenne actuelle, c'est-à-dire des institutions proto-étatiques supranationales mises en place et dominées par les principales bourgeoisies d'Europe. Pour cette raison, un gouvernement des travailleurs devrait rompre immédiatement avec les institutions européennes. Seuls les travailleurs, parce qu'ils n'ont pas de patrie, sont capables d'unifier l'Europe de façon progressiste. Cela ne peut se faire que par l'extension de la révolution à d'autres pays d'Europe, dans la perspective des États-Unis socialistes d'Europe. En effet, c'est seulement sur la base de la propriété collective gérée démocratiquement par les travailleurs qu'il sera possible de redéfinir et d'organiser rationnellement et humainement les forces productives, qui étouffent aujourd'hui sous le joug du profit et dans le cadre des frontières nationales. Et c'est seulement sur cette base qu'il est possible d'assurer une paix durable et véritable.

360 Développer les mobilisations et des luttes à l'échelle internationale est d'autant plus nécessaire que les capitalistes, eux, sont organisés à l'échelle internationale dans toute une série d'institutions qui jouent en rôle croissant contre les intérêts des salariés et des peuples : Banque Centrale Européenne, Organisation de Coopération et de Développement Economique, Fond Monétaire International, Banque Mondiale, Organisation Mondiale du Commerce, OTAN, ONU ...

365 Pour changer le cours de l'histoire, il faut que la majorité de la population, le prolétariat et les secteurs populaires dans leur diversité prennent conscience de leur force.

C'est dans le mouvement social, **par la lutte de classes spontanée et par l'intervention de notre parti**, que progresse la prise de conscience, que l'idée d'un nouveau monde s'élabore, que la satisfaction des exigences populaires pose la question de qui dirige la société. La convergence de ces exigences pose la question du contrôle des travailleurs et de la population sur la marche des entreprises et de la société.

370 Nous sommes en faveur de mobilisations les plus unitaires possible associant tous les courants politiques syndicaux, associatifs du mouvement social. Dans celles-ci, nous défendons le principe d'auto-organisation : il est essentiel que ce soit ceux et celles qui agissent, qui décident de l'orientation, des formes de leurs luttes et de leur direction.

375 C'est par le développement et la généralisation des luttes, des grèves généralisées et prolongées que l'on peut bloquer les attaques, imposer des revendications. C'est le rapport de force issu de la mobilisation qui peut permettre la mise en place d'un gouvernement **des travailleurs** qui imposera des mesures radicales en rupture avec le système et engage une transformation révolutionnaire de la société.

380 **On ne peut pas nourrir l'illusion que la constitution d'un gouvernement des travailleurs pourrait se faire pacifiquement pour la seule raison qu'il représenterait les intérêts de la majorité. Pour protéger leur pouvoir, les capitalistes sont prêts à utiliser tous les moyens dont ils disposent : médias de masses, appareils judiciaire, policier, militaire, bandes fascistes, etc. L'histoire en a abondamment apporté la preuve : de l'écrasement sanglant de la Commune de Paris en 1871 à l'instauration de la dictature en Argentine face à la mobilisation ouvrière en 1976, en passant par le putsch de Franco en Espagne en 1936, la menace de recourir à l'armée par De Gaulle face à la grève générale de 1968 ou le coup d'État de Pinochet appuyé par l'impérialisme au Chili en 1973. Il faut donc préparer les travailleurs à un affrontement violent avec la bourgeoisie et son État. Cela suppose de lutter contre l'idée que la sécurité de tous serait la mieux assurée quand la bourgeoisie est armée jusqu'aux dents et les travailleurs désarmés, d'inciter dans tout conflit les travailleurs à l'auto-organisation et à l'autodéfense contre la répression et de préparer les travailleurs à s'armer collectivement au moment opportun.**

390 En finir avec le système capitaliste, suppose à la fois un bras de fer de longue durée, la force du nombre et une rupture avec l'État et les institutions dont il s'est doté, avec les institutions, européennes et mondiales aux services des classes dominantes.

4/ S'organiser, agir, faire de la politique, un parti pour l'émancipation

Le parti est un cadre collectif d'élaboration et d'action qui rassemble celles et ceux qui ont librement décidé de s'associer

pour défendre un projet commun de société. Si nous décidons de nous constituer en parti, c'est parce que nous voulons agir de façon utile, structurée et cohérente. Nous ne voulons pas nous substituer aux luttes sociales mais y participer pleinement, y soumettre nos idées et nos propositions d'action car nous savons que c'est par la mobilisation la plus large possible que l'on peut stopper l'offensive capitaliste, imposer des avancées sur le terrain social, démocratique et écologique, ouvrir la voie au socialisme.

Les partis de la gauche institutionnelle ont abdiqué depuis longtemps de cette perspective. Ils n'ont plus de socialiste ou de communiste que le nom.

~~Au pouvoir, la gauche institutionnelle, dominée par le PS, tourne le dos aux aspirations populaires. Dans l'opposition, elle ne constitue en rien un rempart contre les attaques de la droite et du patronat, elle n'organise pas la riposte.~~

~~S'enfonçant dans la crise et perdant sans cesse du terrain électoral et militant, le PCF se laisse de plus en plus satelliser par le PS.~~

~~Aujourd'hui, face à la crise exceptionnelle qui secoue le capitalisme, les réponses politiques de la gauche ne peuvent être à la hauteur de l'enjeu : refusant de rompre avec le système, elles sont peu crédibles.~~

~~Ces courants n'offrent plus ni projet, ni espoir, c'est pour cela qu'ils reculent.~~

~~La crise actuelle met ce phénomène en lumière mais il n'est pas conjoncturel, il renvoie à des raisons bien plus profondes : parce qu'il s'est adapté au néolibéralisme jusqu'à en épouser les thèses, parce que ses dirigeants ne se distinguent plus de la classe dominante, le PS a renoncé à une politique de réformes progressistes dans le cadre du système.~~

~~Les contradictions inhérentes au système capitaliste et la crise actuelle rendent l'alternative évidente : se soumettre à la minorité des privilégiés ou rompre avec elle.~~

Un parti véritablement anticapitaliste joue un rôle clé dans le processus révolutionnaire. Il ne se construira qu'en toute indépendance politique à l'égard des partis bourgeois de droite comme de gauche (PS, Verts, MRC...) et à l'égard du parti réformiste moribond qu'est aujourd'hui le PCF. Le PS, soutenu par le PCF, a géré loyalement le capitalisme quand il était au pouvoir, étant même à l'avant-garde de la politique capitaliste dite « néolibérale » en France : une offensive violente engagée par Mitterrand dans les années 80 (et menée partout par la droite ou la gauche dans le reste de l'Europe) contre les acquis sociaux arrachés par les luttes ouvrières d'après-guerre (liquidation de la protection sociale, allongement de la durée des cotisations, « modération » des salaires, privatisation des services publics...). Pour ce faire, les gouvernements PS-PCF-Verts, et également les gouvernements de droite, ont bénéficié de la politique de démobilitation, voire du soutien ouvert, des différentes bureaucraties syndicales gangrenées par la collaboration de classe. Les échéances auxquelles nous avons à faire face posent aussi de façon brûlante la nécessité que les syndicats se dotent de directions de lutte de classe.

Aujourd'hui, face à la crise économique mondiale, dramatique pour les travailleurs et les peuples, la « gauche » en est toujours à proposer d'utopiques « solutions » de replâtrage. Le NPA dit clairement : il faut le renverser!

Dans et autour de ces partis de la gauche institutionnelle, nombreux sont celles et ceux qui n'ont pas renoncé à changer radicalement la société.

Avec eux comme avec l'ensemble des travailleurs nous voulons construire sur d'autres bases, en rupture avec les capitulations et les reniements de cette gauche pour créer une nouvelle représentation politique des exploités-e-s, un nouveau parti anticapitaliste, un parti qui se bat jusqu'au bout contre le système, un parti pour la transformation révolutionnaire de la société.

Un parti n'est pas un but en soi. C'est un outil pour se rassembler, pour gagner en efficacité dans le combat collectif.

Nous voulons que le NPA soit pleinement démocratique, à l'image de la société que nous voulons. Cela suppose que chacune et chacun y trouve sa place, qu'elle que soit le niveau de son engagement. Cela suppose que nous soyons à égalité pour décider, que les instances dirigeantes soient clairement mandatées et dûment contrôlées et révocables, qu'une formation politique soit organisée, que la pluralité des points de vue soit garantie au même titre que le droit de la majorité à agir pour le compte de toutes et de tous.

Nous voulons que le NPA soit efficace, utile tout de suite, présent dans les quartiers populaires, utile pour résister et lutter dans les entreprises, à la pointe du combat auprès de la jeunesse dont le dynamisme des luttes s'avère souvent précieux

pour entraîner celle des travailleurs.

Nous participons aux luttes pour des réformes immédiates et nos réponses politiques partent du réel, tracent les contours de la société que nous voulons, basée sur la satisfaction des besoins sociaux. Elles supposent donc la rupture avec le capitalisme et le « tout marchandise »

Nous participons aux élections pour défendre nos idées. Nous défendons la proportionnelle intégrale et réclamons d'avoir un nombre d'élus conforme au poids que nous avons dans la société.

~~Dans les institutions électives, nous soutiendrions toutes les mesures qui amélioreraient la situation des travailleurs et les droits démocratiques. Nous contribuerions à leur mise en œuvre si les électeurs nous en donnaient la responsabilité. Mais nous resterions fidèles à ce pourquoi nous luttons et ne participerions à aucune coalition contradictoire avec ce combat.~~

~~A l'échelle nationale, l'application d'un tel programme impliquerait la confrontation avec les classes dominantes, et exigerait une formidable mobilisation populaire, susceptible de faire émerger de nouvelles formes de pouvoir qui donneraient à un gouvernement anticapitaliste les moyens de sa politique.~~ La présentation de candidats NPA aux élections est une question purement tactique. Dans certains cas, par exemple en cas de grève générale comme en mai-juin 1968, en cas de boycott spontané massif des électeurs ouvriers ou si le parti se trouve avoir des campagnes plus importantes à mener en raison d'une lutte de classe intensifiée, il ne faut pas participer aux élections. Dans d'autres cas, il faut y participer pour faire connaître aux millions d'électeurs de la classe ouvrière et de la jeunesse le programme du parti, pour se servir des élections comme d'une tribune.

Nos élus refusent de cogérer le système. Ils s'opposent avec ténacité aux mesures antisociales et défendent bec et ongles, en toute indépendance des majorités de droite ou social libérales, les intérêts des travailleurs et de la population. Ils utilisent leur poste uniquement pour mettre en évidence de façon concrète les tares du système, pour dénoncer publiquement la politique du gouvernement et de ses prétendus opposants parlementaires et pour relayer les exigences des travailleurs en lutte quand il s'agit d'obtenir une loi favorable ou d'abroger une loi défavorable à la classe ouvrière. Bien évidemment, les élus du NPA saurait envisager une alliance parlementaire avec des forces qui ne seraient pas anticapitalistes — quand bien même elles se réclameraient de l'anti-libéralisme.

~~Mais~~ Une domination de classe ne peut pas être éliminée par voie de réformes. Les luttes peuvent permettre de la contenir, de lui arracher des mesures progressistes pour les classes populaires, pas la supprimer. La domination de la classe privilégiée de l'Ancien Régime n'a pas été abolie par des réformes. Il a fallu une révolution pour l'éliminer. Il faudra une révolution sociale pour abattre le capitalisme.

Elle implique donc nécessairement un changement des rapports de propriété, social et institutionnel, qui rejaillit sur tous les aspects de la vie en société. Notre choix pour y parvenir mise exclusivement sur l'expression et la mobilisation **de masse majoritaire**. ~~Tout en annonçant clairement à l'avance que nous chercherions à organiser l'auto-défense d'un gouvernement au service des travailleurs, pour que ce qui s'est passé au Chili en 1973 ne puisse se reproduire, jusqu'au gouvernement des travailleurs eux-mêmes.~~ « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » reste notre boussole. ~~D'une manière générale, ce sont les forces de la réaction qui imposent la violence.~~ Notre choix est celui du nombre, des formes de lutte qui rendent les revendications légitimes et populaires, sans hésiter à sortir du cadre étiqué de la légalité pour obtenir satisfaction, en tenant fermement les piquets de grève, en réquisitionnant les logements vides, en cachant les sans papiers pourchassés, en désobéissant face à l'intolérable...

L'indépendance de classe du NPA est radicalement incompatible avec la participation ou le soutien à un gouvernement bourgeois. Le NPA ne saurait participer qu'à un gouvernement des travailleurs, qui suppose une situation révolutionnaire, ou éventuellement à un gouvernement transitoire d'organisations ouvrières qui s'appuierait sur la mobilisation des travailleurs et mettrait en œuvre immédiatement un programme d'expropriation des grands groupes capitalistes, ouvrant une situation révolutionnaire.

Nous voulons que le NPA fasse vivre le meilleur de l'héritage de celles et ceux qui ont affronté le système depuis deux siècles, celle de la lutte des classes, des traditions socialistes, communistes, libertaires, révolutionnaires. Ce parti anticapitaliste que nous construisons s'inscrit dans la continuité de celles et ceux qui ont cherché, avec ou sans succès, à renverser l'ordre établi ou à résister à l'oppression.

Ce parti porte l'espoir d'une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions. Quand l'histoire s'accélère, que les gouvernants perdent leur légitimité, que de larges secteurs populaires perdent patience, comme en juin 36 ou en mai 68, nous voulons construire le parti qui renforce les chances de gagner. Un parti qui porte la volonté de millions d'individus, un parti qui propose des initiatives susceptibles de favoriser la rupture.

Notre parti cherche à se lier à toutes les forces qui, dans le monde entier, luttent avec le même objectif. L'exploitation, l'oppression, les discriminations, la destruction de l'environnement, ce sont des phénomènes mondiaux, le résultat de politiques entremêlées. Nos adversaires, les capitalistes, se moquent des frontières. Ils parlent les langues du monde entier. Ils sont très bien organisés et pour les combattre, il faut nous organiser avec autant d'efficacité. C'est pourquoi le NPA engagera le dialogue et des collaborations politiques avec les autres forces anticapitalistes dans le monde, dans la perspective de la constitution d'une nouvelle internationale.

(Demande d'écriture d'un glossaire pour : capitalisme, bourgeoisie, prolétariat, impérialisme, grands moyens de production, socialisme, éco-socialisme, LGBTI-phobie, OCDE, FMI, BM, OMC, OTAN, Désobéissance civile.)